

Faim, malnutrition, écologisme des pauvres.

Toutes les cinq secondes, quelque part dans le monde, un enfant de moins de dix ans meurt de faim.

Jean Ziegler

Préambule : la Terre Nourricière

La manifestation « Relanges BIO » est organisée en 2018 le week-end des 21 et 22 Avril. Cette dernière date (22 Avril) est célébrée par l'ONU depuis 2009 comme « Journée Internationale de la Terre Nourricière »¹. Le concept de Terre Nourricière, particulièrement important pour l'humanité, traduit la prise de conscience actuelle de la vulnérabilité de la fine couche superficielle du globe où se crée et se reproduit la vie, qu'elle soit végétale ou animale.



¹ Résolution 63/278 de l'Assemblée générale de l'ONU, du 22 avril 2009 (extrait) :

Considérant que la Terre et ses écosystèmes sont notre foyer et convaincue qu'afin de parvenir à un juste équilibre entre les besoins économiques, sociaux et environnementaux des générations présentes et futures, il faut promouvoir l'harmonie avec la nature et la Terre,

Constatant que l'expression Terre nourricière est couramment utilisée dans de nombreux pays et régions pour désigner la planète Terre et qu'elle illustre l'interdépendance existant entre l'être humain, les autres espèces vivantes et la planète sur laquelle nous vivons tous,

Notant que la Journée de la Terre est marquée chaque année dans de nombreux pays,

Décide de proclamer le 22 avril Journée internationale de la Terre nourricière.

La photo proposée par l'ONU pour symboliser la Terre Nourricière représente un champ de céréales (éléments essentiels de la nourriture humaine), moissonné (importance du travail humain), sous une averse (nécessité de l'eau, importance du climat) et un arc en ciel (espoir d'un monde meilleur). La silhouette aux hanches larges qui s'éloigne rappelle que les femmes, outre leur fonction nourricière, ont joué dans toutes les civilisations un rôle primordial dans le développement de l'agriculture.

Les mouvements actuels de protection de l'environnement, de l'agriculture « biologique » en particulier, tentent de répondre au défi de satisfaire les besoins nutritionnels de l'humanité – et des autres organismes vivants – en respectant du mieux possible la fragile fonction du globe terrestre. Mais l'émergence de cette « conscience biologique », et la reconnaissance de la responsabilité humaine devant une partie des agressions portées à la fonction nourricière de la Terre, doivent être confortées.

La manifestation « Relanges BIO » se déroule au sein de ce combat. Nous avons choisi dans notre intervention « Faim, malnutrition, écologisme des pauvres » de présenter d'une manière très générale quelques données relatives aux formes les plus visibles des déficits nutritionnels qu'affronte l'humanité : la faim dans ses formes extrêmes, et les diverses formes de malnutritions. Nous montrerons quels liens existent entre la faim et certains conflits environnementaux, ce qui mène à définir un « écologisme des pauvres ». Après avoir décrit l'ampleur du drame de la faim, nous chercherons ses origines et suggérerons des pistes de résolution. Les éléments présentés résultent en particulier d'une compilation de travaux et publications des Nations Unies (Food and Agriculture Organization, FAO) dont les rapports annuels depuis 1947 « **La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture** » sont la référence de base. Le titre du dernier rapport annuel de 2017, « *Mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive* » est une injonction politique et sociale dont nous examinerons la pertinence².

² Plusieurs autres ouvrages généraux, de lecture conseillée pour une première approche, fournissent de précieuses pistes d'analyse. Voir liste en fin de texte. Des données plus scientifiques sur certains aspects médicaux particuliers peuvent être recherchées dans les collections de revues « *The Lancet* » (éditeur Elsevier) dont « *The Lancet Planetary Health* »

Le bilan

Combien d'humains ont-ils faim ?

Des critères élaborés par l'ONU, via l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), permettent d'identifier et de dénombrer « théoriquement » ces personnes. Les normes utilisées sont énergétiques, calculées à partir du nombre de calories alimentaires disponibles par jour et par individu ; il faudrait 2700 Cal/jour pour un adulte normal, en activité normale, 1600 Cal/jour pour un enfant de cinq ans. Un adulte « normal » peut être considéré comme sous-alimenté (sous-nutrition) en dessous de 2000 Cal/jour, gravement sous-alimenté en dessous de 1200 Cal/jour. Les chiffres retenus par l'OMS dépendent de l'âge, de l'activité, du climat... Selon ces critères énergétiques, 800 à 900 millions (pour simplifier : près d'un milliard) de personnes éprouvent en permanence la faim, sur les quelque 7,5 milliards de la population actuelle.

Quelle est l'évolution globale de la faim dans le monde ?

Le chiffre de 800 – 900 millions d'affamés est resté à peu près le même pendant la période 1970-2010, alors que l'humanité passait de 3,7 milliards à 6,7 milliards d'individus sur la période. Sans que les données soient complètement fiables, il semble qu'il était du même ordre au début du 20^{ème} siècle ; à cette époque (1,8 milliards d'humains en 1900), c'est donc un humain sur deux qui souffrait de la faim...

Mais après une lente décreue du nombre d'affamés jusqu'en 1995, la FAO a observé une remontée depuis cette date, de manière concomitante avec l'augmentation constante de la population mondiale d'une part, d'autre part sous l'influence du changement climatique et de ses conséquences, de l'état de conflit des populations, et enfin des multiples pollutions modernes. Ces effets sont insuffisamment contrebalancés par :

- L'action politique volontariste de différents Etats et des institutions internationales susceptibles d'intervenir (FAO, FMI, diverses Banques de développement, etc.).
- Les progrès des sciences et techniques de l'agriculture et de l'alimentation (« révolution verte » de 1960 à 1990, mise en cause à l'heure actuelle), dans un contexte climatique rapidement évolutif, surtout dans les régions tropicales ou semi-désertiques.
- L'action humanitaire des ONG et de diverses organisations caritatives (par exemple MSF/Médecins sans Frontières, ACF/Action Contre la Faim, Comités contre la faim de diverses obédiences religieuses), efficaces mais confrontées à des défis énormes.

Pourtant, en l'an 2000, dans ses objectifs pour le troisième millénaire, la FAO fixait une diminution par deux du nombre d'affamés en 2015 ! Un des objectifs de cet exposé est de comprendre pourquoi on observe la « stabilité » du nombre de victimes.

Qui sont les victimes de la faim ?

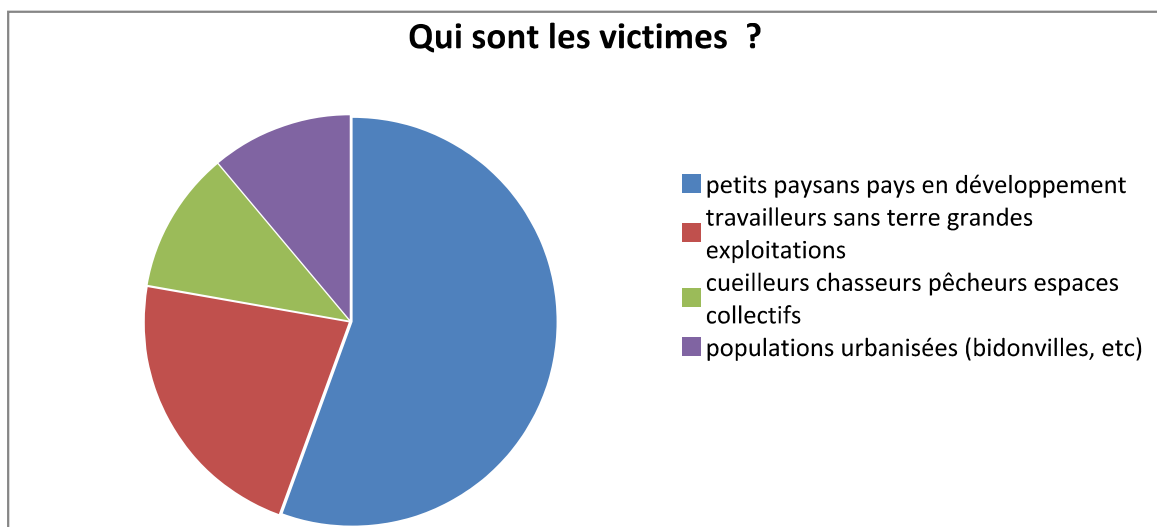
Elles sont en général « extrêmement pauvres » (critère résultant de l'estimation de la Banque Mondiale : moins de 1,25 dollars/jour et par individu, d'où les difficultés de se procurer la nourriture). Ce sont (chiffres résultant des évaluations ONU):

- Des petits paysans des pays en développement (500 millions ont faim, sur 3 milliards d'êtres humains de cette catégorie), dont les productions par nature saisonnières, ne supportent pas la concurrence des marchés de l'industrie agroalimentaire mondialisée.
- Des travailleurs sans terre des grandes exploitations agricoles (200 millions sur 800), souvent des populations déplacées depuis d'autres pays (Bangladesh vers l'Afrique) après expulsion des populations d'origine, et insuffisamment rémunérées. C'est très manifestement une des formes modernes de l'esclavage.
- Les cueilleurs, chasseurs, pêcheurs, des espaces collectifs non attribués, forêts, rivages (100 millions). Ces espaces sont soumis à des pressions d'appropriation, de la part d'exploitants des « ressources naturelles »

(forêts, minéraux, mangroves) ou de nouvelles « industries » bénéficiant aux pays développés (industrie de la crevette par exemple).

- Le reste (100 millions) comprend des populations diverses plus ou moins bien urbanisées (bidonvilles, slums, favellas...), et issues pour une grande partie des catégories précédentes.

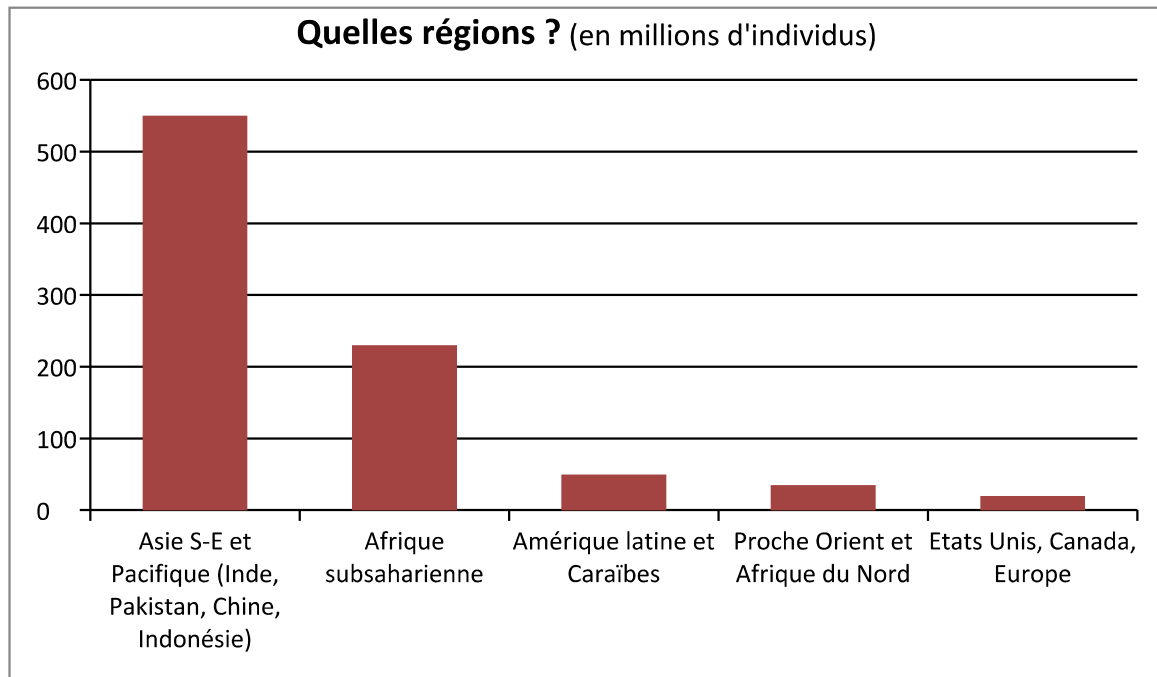
On remarque que pour plus de 80% d'entre eux, ils vivent en contact direct avec des terres agricoles !



Quelles régions sont-elles concernées ?

En millions d'individus (chiffres 2010, arrondis) :

- Asie du Sud-Est et Pacifique (Inde, Pakistan, Chine, Indonésie) : 550
- Afrique subsaharienne : 230
- Amérique latine et Caraïbes : 50
- Proche-Orient et Afrique du Nord : 35
- Pays développés (Etats Unis, Canada, Europe) : 20



Au sein de chacun de ces grands blocs, la situation et son évolution dans le temps, peuvent être très variables en raison des différentes politiques des différents Etats. Une comparaison entre la situation en Chine et en Inde est particulièrement instructive :

La Chine a connu une période dramatique de 1958 à 1970, avec « le grand bond en avant » qui a conduit à de terribles famines (plus de 40 millions de morts ?) et 47% d'affamés en 1970 (390 millions). Mais après 1980, la politique volontariste de cet Etat dont on connaît l'autorité a conduit à ramener la fraction de population chinoise affamée à 12% en 2010 (160 millions), alors même que la population chinoise croissait de 64% depuis 1970 ! Les raisons en sont un développement agricole bien ciblé, des productions destinées surtout à la consommation intérieure y compris celle des pauvres, et un contrôle des naissances autoritaire bien que discutable...

Par contre, l'évolution démographique de l'Inde est beaucoup moins favorable, avec 28 millions de naissance par an (contre 16 millions en Chine), un contrôle par l'Etat beaucoup moins rigoureux, malgré un programme récent (2013) de nourriture bon marché pour les plus pauvres. Le nombre d'affamés (environ 220 millions), est resté constant sur la période 1970-2010.

Faim et malnutrition

Le choix du critère énergétique pour définir la faim date des années 1960, époque à laquelle la population mondiale entamait une croissance qui nécessitait de produire de grands volumes d'alimentation, céréales principalement : blé, maïs, soja, riz. La « révolution verte³ » a tenté de répondre à ce défi. Mais la norme énergétique seule, définissant « la faim » de manière abrupte, ne suffit pas pour caractériser l'état de déficience alimentaire d'un individu ou d'une population. Le concept de malnutrition est plus complexe, moins facile à objectiver, mais plus réaliste.

Outre le déficit énergétique, la malnutrition traduit les manques (ou parfois les excès) de certains nutriments (vitamines, minéraux, oligoéléments), dont les effets sont multiples :

- retards de croissance des enfants sous-alimentés (160 millions d'enfants de moins de cinq ans sous-alimentés dans le monde en 2011, dont 62 millions en Inde, un enfant sur deux, selon l'UNICEF : triste record mondial),
- vulnérabilité devant des maladies infectieuses, et maintenant surtout devant des pollutions diverses (eaux, air, déchets de l'industrie chimique ou minérale, insecticides, herbicides...) dont des travaux très récents⁴ ont montré qu'elles frappent en particulier les pays pauvres où sont délocalisées des activités industrielles sans protection, et qu'elles sont trois fois plus redoutables que l'ensemble des maladies infectieuses sida, tuberculose, paludisme (total mondial des décès par pollution : 9 millions de morts en 2015).
- « Amorphisation » de populations entières due à des carences en vitamines ou minéraux (Fe, Zn, I, vitamines) avec baisse en particulier des capacités cérébrales ; à noter que ces pathologies étaient déjà observées et référencées (goitres, crétinisme) par la médecine officielle dans certaines régions montagneuses d'Europe au 19^{ème} siècle... On doit remarquer aussi que les comportements de certaines populations,

³ « Révolution verte » voir Wikipedia, en particulier « Révolution verte en Inde »

⁴ Source : Ph. Landrigan, *The Lancet*, 2017

désavoués par les opinions publiques occidentales (nonchalance...), ne sont parfois que l'indice de malnutritions structurelles.

- Pathologies d'origine alimentaire telles que le diabète ou l'obésité, qui sont souvent liées au contenu même de l'aide alimentaire mondiale, ou aux bons soins des multinationales de l'alimentaire (boissons sucrées)!

On considère généralement qu'au milliard de personnes souffrant de faim il faut ajouter deux autres milliards d'humains souffrant de déficits en micronutriments essentiels, et des séquelles associées ; mais un demi-milliard souffrent aussi de surcharge pondérale, diabète ou obésité !

L'évolution depuis quarante ans, très récemment calculée⁵, des différents types de malnutrition chez les enfants et adolescents (5 à 19 ans) montre l'existence actuelle d'un « double fléau » :

- Le déficit pondéral (défini par l'OMS) touchait en 1975 surtout les « pays du Sud » avec 165 millions d'enfants - adolescents (dont 24 millions en Chine) et 192 millions en 2016 (dont 8 millions en Chine et 120 millions en Inde-Pakistan-Bangladesh).
- Mais l'obésité, nouveau fléau en croissance très rapide, qui touchait « seulement » 11 millions d'individus de cet âge en 1975 (dont 3 aux Etats-Unis et 0,5 en Chine), en atteint 125 millions en 2016 (dont 14 aux Etats-Unis et 29 millions en Chine !). La surcharge pondérale est bien caractéristique d'un certain mode de développement...

Les raisons de la faim dans le monde

A - Faim et faim :

Deux « catégories » de faim peuvent être relevées suivant leur origine :

- **Faim conjoncturelle**, la plus facile à comprendre : conditions climatiques normales, mais à variations saisonnières, ou exceptionnelles, sécheresses, cyclones, inondations douces ou salées, nuées de criquets, guerres. A noter l'accélération des « épisodes exceptionnels », avec les conséquences du

⁵ Source : NCD Risk Factor Collaboration, *The Lancet*, 390, 2627, 2017. Repris par *La Recherche*, fév. 2018

changement climatique, bien réel et dramatique dans de nombreuses zones. Et qui modifie dans le temps les « conditions normales » ! Pour des aides conjoncturelles, l'ONU a mis en place depuis 1962 un Programme Alimentaire Mondial, touchant jusqu'à 80 millions de personnes par an. Mais les aides apportées nécessitent souvent un droit d'ingérence, d'où des difficultés politiques pour certains types de famines (en particulier celles découlant de conflits internes aux Etats).

- **Faim structurelle** (systèmes politiques, économiques ou culturels de production, de transport, et de consommation des aliments), en interférence avec les politiques mondiales des Etats et des entreprises multinationales de l'agroalimentaire. Le concept de « système alimentaire » est tout à fait pertinent, qui inclut des paramètres sociaux et culturels à différentes échelles, locales ou mondiales. Et les produits alimentaires ont la caractéristique d'être bien adaptés aux manœuvres spéculatives (rétention provisoire de stocks), ce qui donne à la faim structurelle une prévalence grandissante dans un monde régi par les profits financiers.

B - L'indifférence des opinions publiques des pays riches. Malthus n'est pas mort.

Une bonne partie des populations des pays développés redoutent la montée générale de la population mondiale (1,8 milliards de terriens en 1900, puis 2,8 en 1950, et 7,8 maintenant). Malthus déjà (19^{ème} siècle) avait théorisé la croissance du nombre d'humains, loi exponentielle croissante dès lors que le taux de naissance par femme est un peu supérieur à 2,... En fait, dès lors que, par femme, le nombre d'enfants qui atteignent l'âge de se reproduire (13 ans) a cette valeur de 2,.. Ce qui explique que dans les sociétés anciennes à très forte mortalité infantile (espérance de vie à la naissance de quelques années), le nombre de nouveau-nés par femme pouvait atteindre une dizaine, la population restant stable, décroissant même ! La médecine infantile ayant partout progressé au 20^{ème} siècle, l'espérance de vie a cru de manière spectaculaire, et on a observé cette inquiétante croissance prédite par Malthus ; en conséquence les pays développés se font souvent une bonne conscience vis à vis des souffrances mortelles de ces populations « qui font trop

d'enfants », et dont les famines et épidémies participent à la régulation ! En outre l'opinion publique occidentale refuse d'accueillir les émigrés, mais sans trop analyser les raisons profondes de ces migrations, où la faim figure au premier rang.

Pour finir d'expliquer le peu de mobilisation des opinions publiques occidentales vis-à-vis de la faim des pays du Sud, il faut ajouter la tendance à la stigmatisation des pauvres en Occident depuis le milieu du Moyen Age (12^{ème}/13^{ème} siècle, débuts de l'économie libérale, essor d'une bourgeoisie commerçante « moderne »). Il faut souligner pourtant qu'à l'époque un certain François d'Assise refusait cette stigmatisation des pauvres, ce qui explique le choix de cette référence morale par la plus haute autorité de l'Eglise chrétienne actuelle, un pape issu justement d'un pays du Sud...

Le malthusianisme prend maintenant la forme de la proposition : ***la population mondiale ne doit pas dépasser une limite que l'exploitation des ressources naturelles, y compris l'agriculture mondiale, ne saurait rassasier***. Les nécessités bien réelles d'une écologie rationnelle viennent au secours du malthusianisme ! D'où la nécessité de politiques natalistes limitant le nombre d'enfants par femme. A la manière autoritaire de la Chine, particulièrement connue, avec un enfant par femme, (mais l'effet pervers sur le « décès » des petites filles), il faut préférer des choix plus démocratiques : instruction généralisée des femmes et systèmes de protection sociale, comme cela a réussi au Brésil sous la présidence du président Lula.

C - La prédation, la spéculation, la dégradation de l'environnement :

Il existe au moins trois manières principales de « faire de l'argent » sur le dos des populations déshéritées, qui du coup rencontreront de nouvelles difficultés pour financer leur nourriture :

- *Prédation vis-à-vis des communautés propriétaires de terres cultivables*, très forte depuis la crise de 2007-2008. Les « capitaux flottants » des pays riches (dont la France), que « la crise » a détournés de la bulle immobilière, ont permis le rachat, à très bas prix et par centaines de milliers d'hectares, de terres arables situés dans des pays à faible pouvoir

étatique (ou à fort pouvoir corruptible !) en Afrique, Amérique du Sud, etc. Ces terres sont ensuite affectées à des productions sans rapport avec les besoins locaux : soit des produits alimentaires pour le bétail des pays développés (soja⁶), soit des produits alimentaires « de luxe », même « biologiques », soit des produits à finalité industrielle ou énergétique (palmiers à huile pour agrocarburants), par exemple. Elles peuvent aussi être gardées en jachère, dans un simple objectif de spéculation ultérieure, ce qui est le plus scandaleux. A noter que les prédateurs utilisent de préférence les situations d'instabilité politique pour « faire leurs coups ». De là à imaginer qu'ils les provoquent...

Remarquer que cette prédation, dont les objectifs de profit sont très généralement à court terme, a aussi des effets de dégradation à long terme sur les sols eux-mêmes : érosion physique faisant disparaître la couche de terre arable, diminution drastique de la diversité biologique, fragilisation des pouvoirs nutritionnels des produits agricoles.

- *Prédation vis-à-vis des travailleurs* : les anciens paysans dépossédés de leurs terres, parfois expulsés de force et qui ne disposent d'aucun dispositif de protection, sont contraints soit de vivre une forme d'esclavage sous-payé, soit d'émigrer vers des bidonvilles locaux. Ils sont remplacés parfois par de plus miséreux qu'eux, « importés » par exemple du Bangladesh vers l'Afrique.
- *Spéculation sur les produits agricoles*. Elle est facilitée par la disjonction entre les lieux de production et les lieux de consommation, d'où nécessité de transport et de stockage. C'est très simple : un fonds spéculatif achètera des stocks de denrée « de première nécessité » (blé, riz, maïs) et ne les livrera qu'après que la faim ait fait grimper les prix. Il suffit d'attendre et d'avoir des espaces de stockage (dont des cargos dont la destination n'est choisie qu'en cours de navigation...). Ce type de spéculation « explose » semble-t-il, depuis 2006 -2008.

⁶ Voir très récemment *Le Monde* du 02 avril 2018 relatif à la région du Gran Chaco.

A ces formes de prédation envers les humains on sait maintenant qu'il faut ajouter la *prédation vis à vis de l'environnement*, car si toute activité humaine comporte la consommation d'énergie et de matières, les activités en lien avec le sol (la fine couche productrice de la Terre Nourricière), qu'elles soient agricoles ou minières, laissent une « empreinte écologique » qui peut aller jusqu'à la stérilisation complète et irréversible du sol et son empoisonnement, la disparition complète de la biodiversité terrestre et aérienne...

D - La spécialisation « rationnelle » des territoires des pauvres ; les conflits écologico-distributifs, l'écologisme des pauvres.

Dans les pays occidentaux industrialisés, l'idéologie de la répartition « rationnelle » des tâches industrielles (taylorisme), pour réaliser des optima de productivité, est connue pour les méfaits sociaux et humains qu'elle crée. Il lui correspond, pour l'agriculture industrialisée (de tout pays), l'idéologie de la répartition des territoires en très grandes unités monocultivées, ce qui facilite pour un temps les accroissements de productivité, mais au prix de dégâts environnementaux importants.

L'agriculture mondialisée de nombreux pays pauvres, aux mains de pouvoirs financiers extérieurs, obéit à la spécialisation des terres avec ses conséquences écologiques. Elle suit alors les besoins des clients (pays riches) et non les besoins des populations locales, donc au mépris des cultures vivrières locales. Et les territoires étant toujours le lieu de vie de diverses populations, les politiques d'affectation de ces territoires définis extérieurement comme lieux de ressources mondialisées (pétrolières, minérales, agricoles, touristiques,...) influent sur le bien-être, voire la survie et la simple présence, de ces populations. On est alors en présence de conflits environnementaux (écologico-distributifs, avec parfois revendications d'un « écologisme des pauvres », suivant la dénomination de Joan Martinez Alier⁷)

On observe dans certains cas des mobilisations locales des communautés humaines peuplant le territoire (en particulier, aux USA, tribus indiennes quand elles peuvent s'appuyer sur des droits établis) ce qui conduit parfois à la

⁷ Joan Martinez Alier, *L'écologisme des pauvres*, éd. Les Petits matins, Inst. Veblen, chap. 8.

victoire des « pauvres », donnant naissance à une « justice environnementale », mais plus fréquemment la faim, les migrations, voire des vagues de suicide (Inde dans les années 1970) sont la rançon de ces conflits.

E - La spécialisation « rationnelle » des territoires des pays riches.

L'agriculture des pays riches eux-mêmes est soumise à cette idéologie des monocultures à fort rendement. Il est vrai que la « révolution verte » a conduit à une croissance mondiale spectaculaire des productions agricoles de 1970 à 2010⁸ : croissance de plus de 110% pour le riz et le blé, de 220% pour le maïs, de 500% pour le soja... Mais ceci au prix d'une agriculture intensive à grand renfort :

- d'intrants chimiques, d'insecticides, d'herbicides, d'OGM, d'irrigation ;
- de mécanisation, génératrice de tassement des terres et d'effet de serre.

Les résultats en sont :

- une chute très visible de la bio-diversité terrestre ou aérienne (insectes, avec 75% de leur biomasse disparue en 27 ans, abeilles, oiseaux...),
- la stérilisation à long terme de sols dont « la richesse productive se dégrade »⁹
- la pollution des ressources en eau dans les régions spécialisées dans l'élevage (Ouest de la France), et l'appétit démesuré en amendements organiques et irrigation des régions « greniers à grains » (Bassin Parisien, Aquitaine), demandant « toujours plus ».

En outre le faible coût des produits de base, obtenus « chez nous » pour les exporter trop bon marché, souvent subventionnés sous le prétexte fallacieux d'aider les pays pauvres, voire de « nourrir le monde »¹⁰, met en faillite et affame les petits producteurs « du Sud » : ne pas oublier que la moitié des affamés du monde sont des petits paysans aux revenus insuffisants ! Les rendre dépendants de « notre aide » en céréales est une indignité, justifier notre

⁸ Source : FAOSTAT

⁹ Rapport 5 avril 2018 de la mission parlementaire sur l'utilisation des produits phytosanitaires en France, *Le Monde* du 7 avril p. 12

¹⁰ FNSEA ...http://www.liberation.fr/evenements-libe/2015/09/30/agir-sans-plus-attendre-pour-nourrir-le-monde_1394018

politique agricole par une charité dévastatrice est une escroquerie. Notre optimum du rendement économique n'est pas l'optimum du bien-être de l'humanité, le respect de la dignité humaine ne se mesure pas en euros, en n'importe quelle monnaie d'ailleurs. L'humanisme et l'économie sont des « grandeurs incommensurables » !

F- Le réchauffement climatique et l'évolution difficile des techniques agricoles ; la révolution agro-écologique, l'agriculture éco-responsable et leurs difficultés

Le réchauffement climatique est une réalité très sensible en particulier en zone tropicale et en zones de montagne, mais aussi dans les très grandes surfaces de deltas ou estuaires, où la montée du niveau des mers va rendre inhabitables des territoires où une grande partie de la population mondiale se trouve concentrée. Ces particularités sont maintenant reconnues de la grande majorité des scientifiques mondiaux, qui ont dans la revue BioScience publié une alerte solennelle « Avertissement à l'humanité »¹¹. A ces conditions nouvelles pourraient répondre une évolution des techniques et produits agricoles, qui ne retombe pas dans les travers de la « révolution verte » de 1960, donc s'appuyant sur l'agro-écologie, l'agroforesterie, etc. Mais cela supposera que d'une part les agriculteurs concernés adoptent ces techniques éco-responsables (résistances culturelles), d'autre part que les manoeuvres économiques et le lobbying des entreprises multinationales chimiques et agroalimentaires, qui ont développé pour leur profit l'agriculture industrielle, ne sabotent pas ces solutions.

G- Des armes de guerre alimentaires : blocus alimentaire, contrôle hydrique des territoires.

Plusieurs conflits récents révèlent un aspect révoltant des causes de la faim : outre le « simple » blocus alimentaire (Cuba, Yémen, Syrie) pratiqué depuis toujours, l'assèchement des nappes phréatiques, et de l'aval des fleuves, par

¹¹ « Avertissement à l'humanité », revue BioScience 13 nov. 2017. Repris dans Le Monde, cahier Planète, 14 Nov. 2017

pompage (nappes phréatiques) ou barrages amont pour l'irrigation, ont d'énormes conséquences sur l'état de famine des populations visées, et devient ainsi une arme de domination. Voir par exemple le cours du Nil, le Tigre et l'Euphrate, le contrôle par la Chine du réservoir d'eau que constitue le Tibet, ou l'état hydrique de la Palestine. Les effets de la migration des affamés qui en résulte, en ce qu'elle produit des troubles dans le pays « d'accueil », est aussi une arme de guerre particulièrement perfide.

Que faire ?

Il y a beaucoup à faire. Le problème est mondial, et reconnu comme tel par une majorité des 183 pays de l'Organisation des Nations Unies, qui reste le recours de référence, avec l'outil que constitue la FAO : Food and Agriculture Organization, c'est-à-dire Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. En l'an 2000, les institutions internationales avaient présenté les objectifs du millénaire, dont l'éradication de la faim (« Objectif Faim Zéro »). La première phase devait en quinze ans (2015) diminuer par deux le nombre d'êtres humains victimes de la faim, nombre qui passerait ainsi de 800 millions à 400 millions. Or ce nombre est resté stable, en augmentation, même !

Les trois principales raisons de la faim et des malnutritions, telles qu'elles apparaissent des arguments précédents, sont :

- Le dérèglement climatique, montré du doigt solennellement par « l'Avertissement à l'humanité » de 1500 scientifiques dans la revue BioScience de novembre 2017, problème d'origine anthropique qui demande une mobilisation urgente des institutions internationales et des Etats, mais aussi une prise de conscience de la société civile, et de chaque citoyen¹². La débauche d'énergies fossiles nécessitées actuellement par la production, le transport et le traitement des produits agricoles (y compris les engrais) accélère ce dérèglement. Mais le pillage des matières premières (minéraux : métaux, terres rares en particulier)

¹² Naomi Klein, *Tout peut changer, capitalisme et changement climatique*, Ed. Actes Sud, sept.2014

va aussi dans le sens des atteintes à la biologie terrestre et à la croissance d'une pollution meurtrière pour l'humanité.

- Un contrôle insuffisant par les composantes de l'humanité, et par les individus, de la croissance démographique. Le malthusianisme se voit conforté par les arguments de l'écologie moderne. Les politiques exemplaires suivies par plusieurs Etats, consistant à développer l'instruction des femmes et à mettre en place un système généralisé de protection sociale, conduisent naturellement à une diminution bénéfique du nombre d'enfants par femme, sans injonction individuelle autoritaire d'anciens colonisateurs ! Cette méthode devrait être généralisée...
- Le « goût du lucre »¹³ c'est-à-dire la recherche avide du profit financier, qui justifie les spéculations, les prédatations, le mépris et l'exploitation des pauvres... Que faire devant un tel délabrement moral ? Un coup de chapeau aux mouvements philosophiques ou religieux (franciscains, mouvements non-violents, etc.) qui s'élèvent contre cette infamie. Mais une solution généralisable à l'ensemble de la société ne peut prendre que la forme de décisions politiques au niveau des Etats ou des instances internationales. Les entreprises de l'agroalimentaire ou de l'industrie chimique, multinationales pour mieux éviter les régulations nationales contraignantes, sont au premier rang des responsabilités (Nestlé, Bayer-Monsanto, Cargill, groupe Coca Cola pour les boissons sucrées...). Les seules instances susceptibles de les réguler sont encore les réglementations nationales, bien mieux que l'utopie consistant à atteindre leur notoriété par des campagnes sur des réseaux sociaux, qu'elles savent déjà manipuler.

Dans ce cadre général d'action, des mesures à prendre par les pays riches devraient être :

- Freiner le plus possible le réchauffement climatique dû à l'effet de serre, d'origine anthropique et qui tue d'abord les pauvres « du Sud » ou les oblige à migrer ; refuser la délocalisation vers « le Sud » des industries et des déchets polluants, ce qui est aussi une délocalisation de la mort par pollution.

¹³ Michel Rocard, « Le capitalisme, c'est aussi le goût du lucre », *Le Figaro*, 9 juillet 2010

- Refuser l'exploitation des pauvres et de leurs territoires qui aboutit à des productions agricoles de luxe destinées aux pays riches, au détriment de cultures vivrières locales. L'industrie des crevettes de culture, installée souvent par destruction des mangroves et de leur éco-système, et par expulsion des populations locales (pauvres et dispersées, qui pourtant vivaient des ressources de la mangrove), est un exemple de ce processus.
- Refuser de subventionner les cultures intensives à bas prix de production (céréales européennes) sous le prétexte fallacieux de « nourrir le monde » avec nos produits, ce qui ruine donc affame les petits producteurs du tiers monde, incapables de produire au même prix.¹⁴
- Etudier et développer des pratiques agro-écologiques responsables, y compris celles destinées à des pays lointains (par exemple programmes scientifiques INRA France, en cours)

Pour tous les pays plus ou moins pauvres disposant d'une agriculture et de consommateurs, il conviendrait de : relocaliser les systèmes agro-alimentaires à stockage local, pour se prémunir des diverses formes de spéculation liées aux transferts géographiques des produits alimentaires, et économiser les énergies fossiles. Pour cela, investir dans la production locale et relier les consommateurs des villes aux producteurs locaux.

Face à la prédation opérée par certaines puissances financières, on relève de fait l'importance des choix politiques des différents Etats, avec ou sans les « conseils », toujours à suspecter, des grandes multinationales de l'agroalimentaire mondial. On observe ainsi des différences notables entre des Etats qui savent mettre, ou non, l'objectif « Faim Zéro » dans leurs politiques. Le Brésil par exemple a connu un grand succès de lutte contre la faim il y a vingt ans, avec la mise en place d'un ensemble de protections sociales à priorité alimentaire (président Lula, dont le succès a eu pour corollaire la neutralisation par des accusations actuelles douteuses de corruption...).

Et il serait juste que, de même que pour les problèmes liés à l'environnement (désignations de territoires comme « poubelles », c'est-à-dire lieux de stockage de déchets divers), les Etats-Unis d'abord ont développé le concept de « justice environnementale » permettant de sanctionner les auteurs de telles

¹⁴ Cette mesure est classée en première priorité par Olivier De Schutter, rapporteur spécial aux Nations Unies sur le Droit à l'alimentation. Préface de « *Faim Zéro* », Bruno Parmentier, Ed. La Découverte

dégradations devant la plainte des populations locales, on pourrait imaginer une « justice nourricière » sanctionnant les politiques ou entreprises affamant les populations par prédation des territoires ou spéculation !

Pour finir, revenons à l'ONU et au soutien qui lui est nécessaire.

Symboliquement, la *Journée mondiale annuelle de l'alimentation*, le 16 octobre, est une initiative de la FAO depuis sa création le 16 octobre 1945. L'orientation annoncée le 16 octobre 2016 était « **Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi** ». Il s'agissait (il s'agit toujours) de transformer « intelligemment » l'agriculture et les systèmes alimentaires, les adapter aux changements climatiques maintenant inéluctables. Il peut s'agir de nouvelles plantes, pour certaines à génome modifié par sélection ou hybridation, de préférence aux manipulations génétiques encore incertaines, ou de nouvelles techniques de culture. Il faut vérifier l'acceptabilité de ces transitions par les représentations culturelles, ce qui renvoie à nos propres habitudes alimentaires. Ainsi des prises de position récentes¹⁵ ont établi que l'alimentation issue d'une agriculture biologique, en grande partie végétale, serait possible pour toute une humanité supérieure à 10 milliards d'individus, au prix d'une réduction du gaspillage alimentaire, de l'éducation des consommateurs, et par l'amélioration des systèmes de stockage et de transport. Mais l'acceptation culturelle de ces mesures n'est pas acquise, elles nécessitent en particulier une diminution de la consommation de viande par les pays développés, alors que la consommation de viande est vécue comme un marqueur de développement par toute une partie de l'humanité !

Le 16 octobre 2017, l'orientation définie par la FAO a été « **Changeons l'avenir des migrations, mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive** ». Inclusive, c'est-à-dire incluant, pour assurer le développement, les différents groupes sociaux dans de grands ensembles (ruraux + urbains) cohérents et stables. C'est bien dire que **le problème de la faim dans le monde est politique**, et que sa résolution aurait des conséquences bénéfiques aussi sur le plan des migrations.

¹⁵ « Avertissement à l'humanité », revue Bioscience, 13 Nov. 2017, repris dans le journal « Le Monde » op. cité

Et finalement il faut aussi soutenir et renforcer l'ONU (mise à mal par les décisions actuelles de certains dirigeants occidentaux). L'ONU est la seule instance légitime qui pourrait s'opposer, par intervention armée, à l'usage de la famine comme arme de guerre ! Mais les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU utilisent leur droit de veto pour protéger certains de leurs alliés peu recommandables... La réforme du Conseil de Sécurité et des droits de veto ne serait-elle pas envisageable ?

Quelques lectures recommandées pour approfondir :

- Jean ZIEGLER, ancien rapporteur spécial des nations unies pour le droit à l'alimentation 2000-2008 : « *Destruction massive, Géopolitique de la Faim* », éd. Seuil, 2011
- Bruno PARMENTIER, « *Faim zéro, en finir avec la faim dans le monde* », éd. La Découverte, 2014. Préface Olivier DE SCHUTTER, rapporteur spécial des nations unies pour le droit à l'alimentation 2008-2014.
- Joan MARTINEZ ALIER, « *L'écologisme des pauvres, une étude des conflits environnementaux dans le monde* » éd. Les petits matins/ Institut Veblen, 2014
- The Lancet Planetary Health, éd. Elsevier (consultable en ligne)
- The Lancet Global Health, éd. Elsevier (consultable en ligne)
- Naomi KLEIN, *Tout peut changer, capitalisme et changement climatique*, Ed. Actes Sud, sept.2014
- FAO, « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* », rapports annuels depuis 1947